

COMMUNIQUÉ

Canadian Union of Postal Workers
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

377 rue Bank st. Ottawa K2P 1Y3 (613) 236-7238 (613) 563-7861 (fax)

Le STTP appuie le salaire minimum à 15 \$ et un renforcement des lois pour garantir une véritable équité en milieu de travail

Pour diffusion immédiate

Le 17 octobre 2017

OTTAWA – Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) demande au gouvernement de l'Ontario de renforcer le projet de loi 148, *Loi de 2017 pour l'équité en milieu de travail et de meilleurs emplois*. Les membres du STTP de l'Ontario ont écrit à Kathleen Wynne, première ministre de la province, pour lui exprimer leurs préoccupations quant aux modifications apportées au projet de loi depuis son dépôt.

Les travailleurs et travailleuses temporaires de même que les entrepreneurs doivent avoir la possibilité bien réelle d'obtenir un emploi permanent et de bénéficier de véritables protections en cas de maladie ou d'accident du travail. Les travailleurs et travailleuses à temps partiel méritent d'avoir un horaire de travail équitable, et cet élément, qui représente un aspect majeur du projet de loi 148, est menacé en raison des modifications qui accordent des échappatoires aux employeurs.

« En tant que travailleur de la région de Peel et bénévole au sein de ma communauté, je vois des familles, surtout chez les nouveaux arrivants, qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Certains travaillent pour un salaire de misère et sont obligés d'occuper plusieurs emplois aux horaires irréguliers. D'autres sont exploités par des agences de placement temporaire qui les envoient faire un travail dangereux pour lequel ils n'ont que peu de formation, sinon aucune. Il est temps de tenir tête aux grandes entreprises pour assurer à tous les travailleurs et travailleuses un traitement empreint de dignité et de respect », déclare Abdi Hagi Yusuf, secrétaire-trésorier de la section locale de Toronto du STTP et coprésident du réseau des travailleuses et travailleurs somaliens.

Les membres du STTP veulent aussi que le gouvernement de l'Ontario prenne de nouvelles mesures afin d'améliorer l'accès à la syndicalisation pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses de la province. Le retrait des exceptions visant les travailleurs et travailleuses agricoles, horticoles et domestiques doit absolument être annulé, car ce retrait prive de protections essentielles des travailleurs et travailleuses qui figurent parmi les plus vulnérables de la société.

Par ailleurs, l'accréditation syndicale par la signature de carte d'adhésion doit s'appliquer à tous les secteurs, et les travailleurs et travailleuses doivent pouvoir obtenir rapidement l'arbitrage d'une première convention collective. Enfin, la loi doit interdire l'embauche de remplaçants et remplaçantes, car une telle mesure compromet le droit fondamental d'un syndicat de négocier de façon équitable.

« Les membres du STTP savent que, pour garantir une véritable équité en milieu de travail, la syndicalisation est essentielle. La population de l'Ontario demande avec force un réel changement pour que les conditions de travail y soient équitables. Le gouvernement de Kathleen Wynne doit agir sans tarder pour améliorer le sort de tous les travailleurs et travailleuses de la province », soutient Mike Palecek, président national du STTP.

-30-

Information : Farouk Karim, service des communications du STTP, 613-882-2742
ou media@cupw-sttp.org